

Energie la plus polluante au monde, le charbon est commercialisé en grande partie depuis la Suisse. Un ouvrage fait la lumière sur une industrie qui aime rester dans l'ombre

La Suisse a les mains noires

SOPHIE DUPONT

Charbon ► La Suisse doit cesser le commerce de charbon. C'est ce que demande une pétition de l'ONG Public Eye qui sera débattue ce vendredi au Conseil national.

Environ 40% de cette énergie la plus polluante au monde est négociée depuis la Suisse, eldorado des entreprises minières qui accélèrent le désastre écologique. Dans un ouvrage paru mi-mai, Adrià Budry Carbò, enquêteur à Public Eye, démontre que la discrète romance entre la Suisse et le charbon a commencé pendant l'apartheid, avec des exportations d'Afrique du Sud. Et l'histoire se répète: malgré les sanctions contre la Russie, la Suisse est toujours une plaque tournante pour le charbon russe. Interview.

Pourquoi vous êtes-vous intéressé au charbon, qu'on imagine sur le déclin?

Adrià Budry Carbò: Précisément parce qu'il n'est pas du tout sur le déclin. Année après année, on bat le record de consommation de charbon, qui a atteint 8,7 milliards de tonnes en 2023. Il n'y a pas de réelle transition énergétique et on ne se rend pas service en disant que le charbon est condamné. Au contraire, il progresse en permanence et de nouvelles mines ouvrent. C'est ce paradoxe entre le discours ambiant et la réalité qui m'a donné envie de m'y plonger.

On parle de se débarrasser en bloc des énergies fossiles mais la plus ancienne d'entre-elles, la plus polluante, a une grande capacité de résilience et sa vente a lieu en grande partie en Suisse.

Quel rôle joue la Suisse aujourd'hui?

Nous avons cherché à connaître le nombre d'entreprises qui font du commerce de charbon en Suisse. Et il n'existe pas de statistiques officielles sur le commerce des matières premières, pourtant premier secteur économique de Suisse par rapport à son poids dans le PIB.

Nous sommes donc allés chercher les informations dans les registres du commerce des 26 cantons. C'était un travail au peigne fin. Nous avons recensé 245 sociétés en Suisse et découvert qu'il ne s'agissait pas seulement de vente, mais également de groupes propriétaires de mines, qui font de l'extraction. En mettant bout à bout tout ce que ces sociétés produisent, on dépasse 500 millions de tonnes par an.

Et les banques suisses? Les déclarations d'exclusion du financement de l'industrie du charbon sont devenues la norme...

Il y a une tendance de fond des banques de se retirer officiellement du charbon. Mais en même temps, elles développent d'autres types de financements plus opaques, par exemple en aidant des entreprises à lever des actions et obligations. Une banque suisse ne prend plus le risque de financer directement



Les sociétés actives en Suisse produisent 500 millions de tonnes de charbon par an. KEYSTONE

une nouvelle mine. Mais quand le groupe indien Adani – un des plus gros producteurs de charbon au monde – s'est installée à Genève, Credit Suisse l'a aidée à lever 27 millions de dollars d'obligation. Officiellement, Credit Suisse avait pourtant exclu de son portefeuille les entreprises tirant plus de 15% de leurs revenus de l'extraction de charbon thermique.

Et en ce qui concerne la Banque nationale suisse (BNS), c'est encore pire! Nous avons tous cru qu'elle sortirait du charbon. En réalité, elle continue à investir dans le charbon métallurgique et n'exclut pas le négoce, alors que c'est la spécialité de la Suisse.

Pour le charbon thermique, la BNS refuse de préciser à partir de quel pourcentage de revenu elle arrête d'investir, contrairement à Credit Suisse, qui avait fixé un seuil. Elle se contente d'exclure les entreprises «dont l'activité principale» est le charbon et n'a pas répondu à nos demandes de précision. La BNS compte peut-être investir dans Glencore? C'est probablement le cas, même si Glencore tire une part substantielle de ses bénéfices du charbon.

Historiquement, la romance entre la Suisse et le charbon est bien installée. Quels ont été les moments charnières?

En écrivant ce livre, ma plus grande découverte a été de trouver un lien très direct entre le début du commerce du charbon en Suisse et l'apartheid. Futur fondateur de Glencore, Marc Rich, qui allait s'installer à Zoug, était dans le collimateur de la justice étasunienne pour fraude fiscale. En 1974, il livre du pétrole à l'Afrique du Sud de l'apartheid, alors sous embargo de l'OPEP. Sur place, il réalise que l'Afrique du Sud a du charbon en excédent sur les bras. Alors que le régime est devenu paria sur la scène internatio-

nale, Marc Rich ramène sans problème le charbon en Suisse.

Glencore rachète ensuite des mines et différentes infrastructures en Afrique de Sud pour une bouchée de pain et la Suisse met ainsi le pied à l'étrier du charbon. Cette part de l'histoire reste très opaque. J'ai tenté d'accéder aux archives mais le Conseil fédéral a prolongé le délai de prescription. Quarante ans après les faits, 24 classeurs sur 30 concernant Marc Rich ou cette période sont encore inaccessibles. Berne continue à protéger ses secrets commerciaux, comme elle l'a fait pour les raffineurs d'or pendant l'apartheid.

Comment ce commerce se développe-t-il?

Dans les années 80 et 90, Glencore achète massivement des mines de charbon partout et donne des idées à d'autres. Au moment où le charbon entre sur les marchés internationaux, à la fin des années 90, il attire plein d'acteurs, traders, hedge funds, banques... Avec la chute du bloc soviétique, beaucoup d'oligarques russes installent en Suisse des entreprises actives dans le charbon. Jusqu'en 2014,

la Chine a besoin d'énormément de minerais, les cours augmentent, cela suscite beaucoup de vocations dans notre pays.

De nombreux groupes miniers russes se sont installés à Zoug. Que s'est-il passé depuis les sanctions qui touchent la Russie?

Contrairement à ce qu'affirment les autorités locales, ces sociétés sont toujours là. Huit parmi les neuf plus grandes sociétés minières russes sont présentes à Zoug ou en Suisse orientale. Quatre d'entre elles ont changé de nom, ce qui n'indique pas une volonté de partir. Que font-elles? Qui les surveillent? Au début de l'application des sanctions, on a réalisé que le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) n'avait aucune idée de qui elles étaient. Même la directrice du Seco avait tendance à confondre négoce et extraction!

Il y a eu des moments absurdes, comme l'affaire Melnitchenko. Un jour avant d'être mis sous sanction, le fondateur de la compagnie russe SUEK transfère ses parts à sa femme. Interrogé sur ses contrôles, le Seco répond qu'il s'assurera que Madame ne donnera pas ses di-

videndes à Monsieur. Heureusement, celle-ci a ensuite également été placée sous sanction.

Comment analyser l'inertie du Seco?

C'est le résultat d'un manque de volonté politique. Le Seco a fait ce qu'il a pu, sans avoir suffisamment de ressources et d'expertise. A la suite de la pression internationale, du personnel a été engagé et l'application des sanctions a été sortie du département de la promotion économique, ce qui est la moindre des choses! Le problème est que le Conseil fédéral charge le Seco de faire des contrôles alors que cette tâche devrait revenir à la justice.

La Suisse a toujours refusé de rejoindre la task force internationale pour l'application des sanctions. C'est assez particulier de refuser de collaborer avec les autres pays. Et on a trouvé dans les données maritimes des cargaisons de charbon affrétées depuis la Suisse par des sociétés russes, après les sanctions. La Confédération ménage le négoce des matières premières, joyau de la couronne.

Ces constats ne sont pas encourageants. Quelle est la marge de manœuvre pour que cela change?

La crise en Ukraine a démontré les liaisons dangereuses de la Suisse avec les Etats voyous, dont la Russie actuelle ainsi que notre dépendance aux rentrées fiscales des matières premières et à des entreprises dont on ne sait pas grand-chose. La sensibilisation doit se poursuivre et il est temps que le législateur se saisisse du dossier et prenne des mesures: un plan de sortie pour le charbon et l'élaboration de règles contraignantes et l'instauration d'une autorité de surveillance pour le secteur des matières premières. I

Adrià Budry Carbò, *La Suisse sur des charbons ardents - enquête sur une industrie toxique*, Savoir suisse, 2024.

«Huit parmi les neuf plus grandes sociétés minières russes sont présentes à Zoug ou en Suisse orientale»

Adrià Budry Carbò

BERNE DOIT APPLIQUER LES SANCTIONS CONTRE MOSCOU

A la veille de la conférence du Bürgenstock (NW) sur l'Ukraine, l'ONG Public Eye appelle la Confédération à mener une politique de sanctions «cohérente et stricte» contre la Russie. La réunion abordera notamment les questions de la sécurité alimentaire mondiale et du transport maritime en mer Noire.

La Confédération, plaque tournante du négoce de matières premières russes, a appliqué les sanctions contre Moscou de manière lacunaire jusqu'ici, affirme l'organisation jeudi dans un communiqué.

Les territoires occupés en Ukraine font l'objet d'un pillage systématique des céréales par la Russie, en violation du droit international humanitaire, souligne l'ONG.

Ces produits sont ensuite vendus sur le marché mondial comme des marchandises russes, selon Public Eye, qui rappelle qu'une part considérable du commerce de céréales en provenance de la mer Noire est assurée par des négociants suisses. Et ceux-ci ne font pas preuve de la «diligence raisonnable requise dans ce commerce à haut risque», affirme encore l'organisation. Le dispositif suisse en matière de sanctions ne permet pas de lutter contre ce commerce de céréales pillées.

Pour l'ONG, l'incertitude règne aussi sur le respect des sanctions sur le commerce du charbon, alors que les négociants basés en Suisse géraient 75% des exportations russes avant la guerre. Ces sociétés sont toujours présentes dans la Confédération, mais ont changé de nom. ATS